60e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 49 7 DÉCEMBRE 1950

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

Mgr F.-M. CATHERINET
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Asservissement derrière le rideau de fer. — II. Le Kolkhoz, dans la Russie actuelle. — III. Montaigne et le Secret de Coutras. — IV. Moustache contre Borghèse. — V. Le Pentagone. — VI. Où en est la bombe atomique. — VII. Le Communisme en France. — VIII. Chaminade, fondateur des Marianistes. — IX. Les lois « statistiques » et le miracle. — X. Note sur une question controversée.

I

Il y eut, en Allemagne orientale, le 15 octobre 1950, des élections générales. Leur résultat a si exactement correspondu aux prévisions, elles ont été si semblables à toutes les élections qui se déroulent en pays soviétique, la machine à broyer les volontés humaines, à conduire le troupeau des votants aux urnes, à leur faire déposer le bulletin de vote attendu et exigé en faveur du parti unique, a si bien fonctionné dans ces élections qu'elles ont donné une preuve de plus de l'état de servitude auquel le communisme réduit les hommes, partout où il établit sa domination. La valeur d'un régime politique doit se mesurer au degré de hauteur où il élève la personne humaine. Si le communisme formait une sorte d'hommes plus libres, plus sages, plus intelligents, plus humains en un mot, nous devrions nous incliner devant lui. Sa condamnation est au contraire qu'il est précisément cet arbre dont l'Evangile dit qu'il ne peut produire que de mauvais fruits : régime concentrationnaire, régime de prison, de contrainte de police, de diminution de l'homme, d'abrutissement des masses, d'abaissement au niveau de la matière, de l'animal. Nous ne saurions trop avoir pitié des peuples assujettis à un tel régime, ni prier avec trop de ferveur pour que Dieu les en délivre au plus vite.

Il n'en est que plus palpitant pour nous de savoir s'il y a une résistance cachée, un refus secret, des malheureux que le système communiste s'efforce de broyer, à l'action inhumaine dont ils sont les victimes. C'est sur ce problème que M. Robert d'Harcourt se penche une fois de plus, dans la *Revue des deux mondes* du 1er octobre 1950, sous ce titre significatif : *L'Asservissement de l'intelligence par les Soviets, en Allemagne.*

Il rapporte d'abord un petit fait qui s'est produit en juillet dernier à Berlin, en zone orientale. Les autorités d'obédience soviétique avaient organisé au *Metropoltheater* une manifestation de masse, parmi les candidats au baccalauréat. Mais les candidats en question, loin de se soumettre, ont quitté en bloc la salle, avant la fin de la cérémonie et sans chanter l'hymne obligatoire à Staline ! Peu de temps auparavant, les élèves de Weissensee — quartier populaire du Berlin russe — avaient eu l'audace de tenter une grève scolaire. Dans beaucoup de classes, les maîtres n'avaient pu recruter qu'un nombre dérisoire de F.D.J. — jeunesse allemande libre ou « jeunes Pionniers » — c'est-à-dire communistes. La réplique soviétique n'a pas tardé à se produire. L'époque des examens de passage étant arrivée, dans tous les établissements d'instruction de Berlin-est, le mot d'ordre a été donné. Il y eut une épuration rigoureuse. Des élèves présentant des notes excellentes se sont vu refuser l'accès à la classe supérieure, motif : «insuffisance en connaissances modernes ». Aggravation : aux élèves ainsi refoulés, l'autorisation était refusée de redoubler la classe inférieure, c'était donc l'exclusion. Les élèves frappés ne pouvaient plus continuer leurs études. Le contraste était grand entre les exclus et les admis, car parmi ceux-ci, l'insuffisance scolaire était régulièrement compensée par des notes accordées à leur zèle politique — *aktive Mitarbeit* : « collaboration active » ! Et répondant au mécontentement des parents d'élèves sacrifiés, le *Neues Deutschland*, journal collaborateur, ne craignait pas d'écrire :

> « La conception objectiviste (*sic*) du volume de savoir comme critère de la maturité d'un jeune esprit est une conception périmée et fausse. Une chose chez l'adolescent importe, et une seule : la décision d'appliquer demain ce qui lui a été enseigné dans le sens d'une évolution progressiste. »

C'est vague, mais c'est clair ! Le grand ennemi du communisme c'est « l'objectivisme ». Et Robert d'Harcourt a raison d'écrire :

> « Le Soviétique crée le délit d'*objectivisme*, mais rappelons-nous les déchaînements de Gœbbels contre la *verfluchte Objektivität* — la maudite Objectivité — et la solennelle déclaration de Gœring : « Je remercie la Providence de ne pas connaître l'objectivité ! »

A part cet appel — du reste blasphématoire — à la Providence, les totalitaristes de toute nature sont toujours et partout les mêmes !

Mais M. d'Harcourt cite des exemples touchants de résistance à cette insupportable pression du communisme : c'est une longue lettre d'un jeune catholique, employé dans une administration et encore sous la domination russe. Il raconte les efforts faits par son supérieur hiérarchique pour le contraindre à adhérer au système communiste. On l'envoie à un moniteur qui « en dix minutes » doit lui prouver qu'il n'y a pas de Dieu. Naturellement, il n'est pas convaincu. On s'attache ensuite à lui

montrer tout au long de l'histoire « les forfaits des curés ». Insuccès encore. On lui fait alors devant 35 témoins — probablement parce que le supérieur lui-même a besoin de justifier son échec — une scène affreuse, au cours de laquelle on lui fait honte de ce que « à Rome les gens léchaient les doigts de pied à un âne » ! Survient la Pentecôte. Notre jeune fonctionnaire reçoit l'ordre de prendre part à la fameuse manifestation communiste de ce jour. Il refuse ! Et voici la conclusion de ce document :

« Je sais que je suis surveillé, qu'on m'observe, qu'on me guette ! Il ne se passe pas de semaine sans que soient organisées des conférences de propagande. A l'avance, je me jure que je serai prudent, que je ne desserrerai pas les lèvres. Mais le moment vient où je ne résiste pas, où j'envoie au diable toutes mes belles résolutions de tenir ma langue : ces gens-là nous racontent par trop de mensonges ! Je sais ce qui m'attend : l'envoi aux mines où se fabriquent les « bombes de la paix » — il s'agit évidemment des bombes atomiques ! — Si j'ai tenu jusqu'à présent, c'est que je donnais du courage à mes camarades. Je continuerai jusqu'à la fin à dire leur fait à ceux d'entre nous qui se font les laquais des bourreaux. Je ne m'arrêterai que le jour où la police voudra mettre la main sur moi. »

Et le jeune homme demande si l'on serait disposé à le recevoir dans la zone-ouest ! Cette lettre d'un employé sans grande culture, mais énergique et résolu, indique bien la grossièreté des moyens employés pour mettre au pas les résistants de l'Allemagne de l'est.

Veut-on avoir une idée des mensonges énormes de cette propagande communiste ? Un journal publie une lettre d'un négociant de Lübeck-Travemünde, petite ville située à un kilomètre de la zone britannique mais du côté russe. Cette lettre est adressée à Wilhelm Pieck, président de la République démocratique allemande. Elle est un témoignage ardent de fidélité à la Russie et elle contient l'offre d'un œil (*sic*), en faveur d'un aveugle de guerre. M. Pieck trouve la chose tellement héroïque, qu'il fait une réponse admirable à ce citoyen dévoué, et le même journal publie cette réponse. Elle revient à ceci : en Amérique, on n'a pas encore mis au point la technique d'emploi de la cornée de l'œil d'un défunt, pour guérir un aveugle, mais grâce aux travaux du professeur soviétique Filatoff, la technique susdite est si bien au point qu'il n'est plus question en territoire soviétique ou ami, de recourir (comme en Amérique, où les riches peuvent se payer les yeux des pauvres diables réduits à les vendre pour vivre), à des yeux de vivants ! Le bon citoyen est donc remercié chaleureusement !

Mais ce qu'il y a de plus fort, c'est que les reporter des journaux de l'ouest ont voulu en avoir le cœur net. Ils ont cherché à Lübeck, le correspondant dévoué aux Soviets. Ils l'ont trouvé. Ils l'ont interrogé sur sa lettre. Il en ignorait totalement l'existence. On lui a mis sa prose sous le nez « et sa surprise se change en colère devant une mystification dépassant toutes les bornes permises. »

« Je n'ai pas écrit un mot de cela, s'écrie-t-il, tout est pur mensonge — *reiner Schwindel !* »

Et c'est avec ces grosses ficelles que le communisme prétend gagner les intelligences ! Quel mépris de l'esprit chez ces matérialistes ! Conclusion de M. d'Harcourt :

« L'esprit ne vit pas dans le carcan. Il meurt ou il fait éclater ses fers. L'intelligence allemande se soustrait à la « soviétisation » par l'évasion. Les universités allemandes de l'Est se vident au profit des universités allemandes de l'Ouest. Les plus grands maîtres, un Ed. Spranger, un Nicolaï Hartmann, un Hans Leisegang, ont les premiers donné l'exemple, l'exemple de la fuite comme seul moyen de garder l'indépendance. L'hémorragie continue... »

Que restera-t-il en zone orientale ? Une intelligence abaissée, asservie, « planifiée » !

II

Nous venons de parler de « planification ». L'un des exemples les plus frappants de ce genre d'opération est celui des *Kolkhoz* en Russie même. M. C. Wilsckowski, nous parle de leur situation actuelle, dans la *Revue de l'Action populaire* de septembre-octobre 1950.

Au début de la première période quinquennale, le gouvernement avait cru pouvoir supprimer toute propriété privée et liquider tous les koulaks ou riches paysans. On avait créé alors, d'une part, « la commune » ou coopérative de cultivateurs mettant tout en commun, et le *sovkhoz* ou ferme d'Etat employant une main-d'œuvre salariée. Résultats désastreux ! Menaces de famine, anéantissement du cheptel. On se hâte de supprimer les « communes » et de créer les *kolkhoz*, régime mixte combinant la propriété collective avec l'existence d'une petite ferme familiale. Depuis 1936, on a liquidé aussi la plupart des *sovkhoz*, si bien qu'en 1940, le *kolkhoz* comprend près de 97 % de toutes les fermes paysannes, et, dans l'intérieur des terres ainsi cultivées 99,9 % de ces terres, le reste constituant les petites sections laissées aux familles.

Les statuts des kolkhoz ont été établis et promulgués le 17 février 1935. On y souligne le caractère « démocratique » de l'institution, mais un décret du 19 décembre 1945 a donné force de loi aux statuts en punissant les infractions comme des délits. Ce genre d'associations « volontaires » est donc devenu institution d'Etat. D'après les articles qui les régissent, la terre appartient sans doute à l'Etat, mais le kolkhoz, en fait, a reçu « à perpétuité » le droit d'exploitation et de jouissance des biens qui lui sont concédés. A l'intérieur du kolkhoz chaque famille possède un lot d'étendue variable, allant d'un demi à un hectare, selon les régions. Mais ce lot peut être enlevé à la famille dans les cas suivants : 1° si le foyer est composé de « faux-kolkhosiens », ne prenant pas part à la vie du kolkhoz ; 2° si les membres ne fournissent pas le nombre prévu de journées de travail ; 3° si les kolkhosiens louent leur lot à de tierces personnes.

Il y a donc deux sortes d'exploitation : celle du kolkhoz qui est collective et industrialisée, et celle du lot familial, qui est privée et libre. Le bétail familial est limité à une vache, deux veaux, deux porcs, dix chèvres ou brebis, vingt ruches. Le nombre des volailles et lapins est illimité. Mais en aucun cas le cheval ne peut être propriété privée. Ce lot familial n'est pas personnel, mais

il appartient au foyer, il est géré par tous les membres adultes de ce foyer, et peut, sur le désir de ces membres, être divisé entre eux.

Sont kolkhosiens en fait, à partir de 16 ans, tous les enfants des kolkhosiens. Tout kolkhosien peut quitter en principe le kolkhoz, mais, en réalité, il ne le fera pas parce qu'alors il perd son lot familial et il lui faut, par ailleurs, obtenir l'autorisation de l'assemblée générale du kolkhoz et de la Section locale du Ministère de l'Agriculture.

Le minimum obligatoire des « journées-travail » était fixé à 50 par les statuts de 1935 ; il fut porté de 60 à 100, en 1939, et entre 100 et 150, en 1942. Les principaux droits des kolkhosiens sont : 1° d'user des pâturages du kolkhoz ; 2° d'emprunter un cheval ou d'autres moyens de culture, pour son lot familial ; 3° de consulter les spécialistes attachés au kolkhoz, tels que vétérinaires, agronomes, etc. ; 4° de vendre au marché libre les produits de son lot.

Pour l'exploitation du kolkhoz, les ouvriers sont organisés en brigades de 60 à 100. Il existe des brigades céréalières, des brigades d'élevage, etc. Dans les cultures techniques, les brigades sont remplacées par des « équipes », moins nombreuses. Chaque brigade et chaque équipe reçoit, pour un cycle agricole donné, un certain nombre d'hectares à cultiver, de têtes de bétail, de chevaux, etc. A l'intérieur de la brigade (ou de l'équipe) le travail est fixé par le brigadier. Ce système avait peu à peu été atténué, mais il a été réaffirmé au printemps de 1950.

La rémunération des journées de travail est fonction de la production. En 1937-1939, 40 % de la production en nature revenait à l'Etat-propriétaire du sol, environ 20 % revenait au kolkhoz, et 40 % étaient distribués aux kolkhosiens. L'unité de rétribution est la « journée-travail », mais c'est une unité théorique. Pour des travaux faciles la journée réelle ne compte que pour moitié, pour des travaux plus complexes, la journée peut compter pour 2. Chaque kolkhosien a donc son nombre de journées variable selon ce qu'il a fait, et suivant la difficulté de son travail. Quant à la valeur de la « journée » théorique, elle est obtenue, chaque année, en divisant le total du produit à distribuer par le nombre des journées à rémunérer. Chaque travailleur a son livret individuel qui sert de livret de paye.

Pour encourager le zèle au travail, il y a des primes excédentaires en faveur du travail supérieur à la normale. Mais il paraît que, malgré les efforts du gouvernement, il se trouve dans beaucoup de kolkhoz « des survivances égalitaristes », c'est-à-dire une tendance à mettre sur le même pied tous les travailleurs, sans différenciation, ce qui est contraire à la règle communiste soviétique.

Comme toutes les institutions communistes, le kolkhoz a une façade démocratique. Il y a des élections, des assemblées de kolkhoz, destinées à diriger l'exploitation, mais tout cela n'est que fiction : les élections n'aboutissent qu'à la désignation du candidat nommé d'avance par le Parti, et toutes les décisions des assemblées kolkhosiennes sont contrôlées par le parti communiste et par le Gouvernement. Pratiquement, le kolkhoz est contrôlé 1° par le parti, 2° par le soviet local et le soviet de district, 3° par le ministère de l'Agriculture, 4° par la Station des Machines et Tracteurs, 5° par le Conseil pour les affaires du kolkhoz, créé par le décret du 19 septembre 1946.

Si l'on examine les statistiques de production, afin de les comparer à celles de 1913, on constate les résultats suivants : accroissement de 50 % des surfaces cultivées et de 11,2 % des cultures céréalières. Léger accroissement du rendement, qui a passé de 8,4 quintaux métriques par hectare à 12 quintaux. Cela pour les céréales. La mécanisation du travail n'a donc pas donné de très grands résultats. Mais en ce qui concerne les cultures techniques : coton, betterave, tournesol, thé, l'amélioration est beaucoup plus forte. Le coton a passé de 7,4 millions de quintaux en 1913 à 631 en 1950 (plan) ; la betterave, de 108,8 à 260 ; le tournesol, de 7,8 à 37,1 ; le thé de 1,3 à 6,5 en 1932 (les chiffres pour 1950 ne sont pas connus).

Quant au cheptel russe, il a subi à deux reprises des pertes énormes : 1° au moment de la collectivisation, où les paysans furieux d'être collectivisés de force, détruisirent 1/3 du troupeau national : 2° au temps de la dernière guerre. « On peut se demander si l'accroissement du troupeau n'est pas freiné par la limitation artificielle de l'élevage privé. »

« Il est hors de doute que le service d'exploitation collective, mettant toutes les ressources de la campagne à la disposition de l'Etat, a permis au Gouvernement de constituer à temps des stocks considérables et d'assurer le ravitaillement de l'armée pendant les hostilités. Cependant, le système de travail mécanisé s'est révélé comme particulièrement vulnérable en temps de guerre. La pénurie du carburant et l'usure des machines — qui ne pouvaient être remplacées ou réparées, toute l'industrie étant concentrée sur l'armement et l'équipement de l'armée — paralysèrent en partie les stations de machines et de tracteurs. Ce furent les kolkhoz les moins modernes, ayant conservé leur outillage non-mécanisé, qui, paradoxalement, purent obtenir, dans ces conditions les meilleures récoltes. »

Quel effet la création des kolkhoz a-t-elle eu sur l'état démographique des campagnes ? Elle a donné, au début, une impulsion énorme à la désertion vers les villes. Le nombre des cultivateurs, qui était en 1929 de 122,4 millions, était tombé à 78,6 en 1938. Cependant, la désertion des campagnes n'était pas aussi effarante que ces chiffres le feraient croire. En 1938, en effet, il y avait à la campagne, 36 millions d'habitants n'appartenant pas à la classe paysanne : des employés, des ouvriers, des artisans, des ouvriers à domicile, un nombreux personnel administratif. Au total cependant, la population rurale avait diminué de 12 millions, en passant de 126,7 en 1929 à 114,6 en 1938. Actuellement, le Gouvernement est obligé d'user de contrainte pour recruter à la campagne des ouvriers d'usine.

Au point de vue social, les améliorations, par rapport à l'époque tsariste, se sont manifestées surtout dans le domaine de l'instruction, de l'hygiène, de l'expansion de la radio et des bibliothèques dans les kolkhoz, bien que la propagande exagère ridiculement les résultats obtenus.

Dans une autre direction, l'Etat semble avoir totalement échoué dans la transformation de la mentalité paysanne. L'esprit individualiste persiste

plus que jamais. Il faut que le Gouvernement lutte sans cesse contre les empiétement de la propriété privée, par extension des lots de famille, sur la propriété collective. Il fut constaté qu'au 1er janvier 1947, dans 89 % des kolkhoz, les paysans s'étaient approprié illégalement 521.000 hectares de terre et environ 140.000 têtes de bétail. En dépit des peines sévères allant de 5 à 20 ans de prison, cet abus continue. L'esprit individualiste se traduit aussi par la substitution des équipes aux brigades, dans le travail. La *Pravda* du 18 février 1950 a dénoncé cela comme un désordre intolérable. Il faut dire que le communisme ne fait que peu de progrès dans le peuple des campagnes. En 1939, dans 243.000 kolkhoz, on ne comptait que 153.000 communistes. En y ajoutant les communistes des Stations de machines et des sovkhoz, le nombre des communistes à la campagne, en 1941, n'était que de 610.000, sur une population rurale de 114 millions. Environ un communiste sur deux cents habitants.

Au point de vue financier et « standard de vie », les choses varient immensément selon les régions. Il y a eu des kolkhosiens « de choc » qui ont pu faire des fortunes et sont devenus millionnaires. Il en est d'autres, dans les régions pauvres, qui sont dans un état déshérité. La tendance actuelle en Russie est 1° de supprimer les petits kolkhoz — moins de 350 Ha — pour constituer des kolkhoz ayant plus de 400 Ha, car il a été démontré que les grandes exploitations rapportent davantage ; 2° de fertiliser des terres au moyen de reboisements judicieux et de travaux d'irrigation, entrepris après la sécheresse désastreuse de 1946.

Il est évident, d'autre part, que les kolkhoz plus vastes favorisent la propagande communiste et c'est, au fond, peut-être la raison principale de la liquidation des kolkhoz comptant moins de 30 foyers.

III

Dans la *Revue des deux mondes* du 1er octobre, le duc de Lévis-Mirepoix a entrepris de nous faire connaître Michel de Montaigne, le grand Montaigne, dans le rôle de diplomate. C'est un épisode peu connu de la vie du célèbre écrivain. Et de cet épisode, nous allons voir que l'on ne sait pas grand chose. L'article est intitulé : *Montaigne et le Secret de Coutras.*

La chose se passe au cours de cette guerre — la huitième de nos guerres dites, faussement, « de religion », — qu'on a surnommée « la Guerre des trois Henri » : Henri de Guise, Henri III, Henri de Navarre, futur Henri IV. Tous trois devaient périr assassinés : le premier, à Blois, en 1588 par ordre du second, assassiné à son tour par Jacques Clément, devant Paris, en 1589, le troisième, en plein Paris, en 1610, par Ravaillac. La vie des princes était peu sûre, à cette époque !

La Ligue avait contraint le roi Henri III, par le traité de Nemours (7 juillet 1585), à mettre hors la loi le parti huguenot. Henri de Navarre, chef de ce parti, racontait plus tard, qu'à cette nouvelle, la moitié de sa moustache avait blanchi. Il exagérait sans doute un peu, on n'est pas Gascon pour rien ! Sans doute, il pouvait renverser la situation, en se convertissant à la foi catholique, mais il avait gardé un si mauvais souvenir de sa conversion forcée de 1572, à la suite de la Saint-Barthélemy, qu'il se faisait un point d'honneur de ne plus abandonner le calvinisme, retrouvé par lui en 1576. Sa belle-mère, Catherine de Médicis, n'en conçut pas moins la pensée de le convaincre. Elle s'entêta à négocier avec lui. Après plusieurs rendez-vous éludés, Henri de Navarre la reçut, le 13 décembre 1586, au château de Saint-Brice, entre Cognac et Jarnac (Charente) [1]. Catherine insista en vain pour lui faire comprendre que son intérêt était de revenir à la religion catholique et qu'en s'obstinant, il ne pouvait qu'irriter tous les catholiques du royaume.

Le dialogue fut parfois pathétique :

— Mais quoi donc, s'écria Catherine, en pleurant la peine que j'ai prise ne produit-elle aucun fruit ? Ne nous rendrez-vous pas le repos ?

— Ce n'est pas moi, répliqua Henri, qui vous empêche de coucher dans votre lit, c'est vous qui m'empêchez de coucher dans le mien !

Et il lui lança ce trait mordant : « Le repos est le plus grand ennui de votre vie ! » Il faut reconnaître qu'il frappait juste. Les conférences n'aboutirent pas. Catherine, par un artifice qui est bien d'elle, avait amené avec elle les plus jolies femmes de la Cour : elle connaissait les habitudes du Béarnais, qu'elle pensait prendre au piège. Les entretiens politiques alternèrent avec les bals et les festins. Rien n'y fit.

« La musique et les danses, dit notre auteur, environnèrent les guerres, jusqu'à l'heure du combat. Mais enfin il fallut en découdre. »

Les négociations, inutiles du côté huguenot, avaient irrité les ligueurs. L'exécution de Marie Stuart, ancienne reine de France, le 18 février 1587, vint encore exciter la haine contre les protestants et le zèle du peuple et de la moyenne bourgeoisie pour la Ligue. Si bien que lorsque le roi Henri III essaya de négocier lui-même avec la Ligue, il ne trouva chez les chefs du parti qu'une impatiente intransigeance. Il fallait en venir aux armes. Une armée fut confiée au brillant duc de Joyeuse contre le roi de Navarre. Le duc de Guise était chargé d'arrêter les reîtres et lansquenets allemands, à leur entrée dans le royaume, où les huguenots les avaient attirés. Henri III s'établit, en réserve, avec une armée, sur la Loire, dans l'espoir de faire la loi aux uns et aux autres. Il est intéressant de noter ici la description faite de la situation par le nouveau nonce, Jean-François Morosini, évêque de Brescia, dans son premier rapport au milieu de 1587 :

« Ici, disait-il, règne la guerre à l'intérieur et à l'extérieur. Il y a des partis politiques et religieux : catholiques et protestants, politiques et ligueurs, s'opposant les uns aux autres. L'esprit de parti est d'autant plus violent qu'il sévit parmi ceux que l'intérêt général devrait unir. Les grands se méfient les uns des autres. Quelques favoris étalent leur orgueilleuse fortune. La haine du peuple contre le gouvernement et le roi est sans limite... Quant au roi, il est divisé : il veut la ruine des huguenots et la redoute ; il craint la défaite des catholiques et la désire. Il n'a confiance qu'en d'Epernon. La gloire et la cupidité gouvernent l'orgueilleux Epernon, pendant que le chevaleresque Guise se

[1] On écrit aussi Saint-Bris, comme notre auteur.

distingue par sa libéralité. Le peuple adore Guise, le roi le déteste et aime Epernon, que le peuple a en horreur » [2].

Le duc de Joyeuse était parti pour le Poitou, pour y couper la route à Henri de Navarre, cherchant à faire sa jonction avec les reîtres. Joyeuse faisait une campagne féroce, sans accorder jamais de quartier. A La Motte-Saint-Héray, près de Saint-Maixent, il surprit deux régiments de huguenots et les fit exterminer, malgré ses officiers ! Il s'était jeté à fond dans la Ligue. Au cours d'un rapide voyage à Paris, où il vit le roi, il comprit sans peine que son crédit avait baissé. Aigri et irrité de ce commencement de disgrâce, et jaloux envers d'Epernon, favori du jour, il demanda et obtint l'autorisation de livrer bataille à Henri de Navarre, partout où il le rencontrerait.

Il revint donc à Poitiers, qu'il quitta bientôt à la tête de 8.000 hommes de pied, 2.000 cavaliers et 7 canons, pour rejoindre le maréchal de Matignon, qui lui amenait 4.000 hommes de Bordeaux. Le roi de Navarre de son côté, sortit de La Rochelle, le 10 septembre 1587 [3], dans le but de rejoindre les reîtres, vers la Loire. On marchait, de part et d'autre, à petites journées, si bien que la rencontre des armées n'eut lieu que le 20 octobre, aux environs de Coutras, non loin de Libourne (Gironde) Le champ de bataille, où Navarre s'était saisi d'une position avantageuse, est « serré entre le bourg et des boqueteaux, face à la route de Roche-Chalais qui traverse le bois de la Gelleterie, par où, venant du nord, débouchera Joyeuse ».

« Le duc commandait une armée de parade et de vaillance, chamarrée d'or et d'argent, de riches harnachements, de bouquets de plumes sur les casques. Nombre de seigneurs s'étaient mis en dépenses pour y briller comme à une fête. En face, avec des armes rouillées, des chevaux sans housse, au poil rêche, des mines hâves, les soldats du Béarnais chantaient des psaumes. Passant devant le front de ses troupes qu'il galvanisait d'un mot, d'un regard, et arrivé à la hauteur de ses cousins Condé et Soissons — Soissons, catholique à la tête d'un contingent catholique — il leur cria : « Cousins, n'oublions pas que nous sommes du sang des Bourbon et, capdedious ! je vous montrerai que je suis votre aîné ! »
— « Vous aurez de bons cadets ! » répondirent-ils. »

Navarre avait 6.000 hommes, contre 10.000. Il disposa ses troupes avec soin, plaçant 25 arquebusiers entre chaque escadron, « pour garnir les étriers ». C'étaient des soldats d'élite qui ne devaient tirer qu'à vingt pas. « Destinés à être foulés aux pieds des chevaux en cas d'insuccès, ils n'avaient d'espérance de leur vie qu'en la victoire », dit d'Aubigné. Henri de Navarre n'avait que deux canons, qu'il avait placés sur la *Motte de Loupi*, qui dominait la position. Le chef de cette modeste artillerie était le baron de Béthune, beaucoup plus connu sous le nom qu'il devait recevoir, pour ses bons services, plus tard, de duc de Sully.

Joyeuse attaqua avec violence. Sa première charge rompit les escadrons huguenots commandés par La Trémoille et Turenne. L'infanterie protestante entra en jeu. Navarre gardait tout son sang-froid, ne s'engageait pas à fond, opposant à l'impétuosité folle de l'adversaire une bravoure calme et tenace.

« La charge du roi de Navarre, commencée au pas, puis lancée au trot, de très près, en rangs serrés, pistolet au poing, eut raison de [la] galopade effrénée et dispersée ».

En une heure, l'affaire fut réglée. La brillante armée de Joyeuse, disloquée, avait perdu plus du tiers de son effectif. On lui demanda alors ce qu'il fallait faire. Il répondit : « Mourir après ceci et ne vivre jamais plus ! » Il était désespéré. Il fut peu après désarçonné, désarmé et tué de sang-froid, pour n'avoir lui-même fait de quartier à personne. Il avait 28 ans. Il était maréchal de France. Un de ses frères — Saint-Sauveur — se fit tuer avec lui, et tous ceux de sa cornette en firent autant. Il aura pour successeur un autre de ses frères, qui, pour lors, venait de se faire capucin.

Henri de Navarre trouva les corps de ses adversaires étendus dans une maison de Coutras où l'on avait préparé son souper. Il s'émut, fit emporter le repas, et rendit de grands honneurs à son vaincu.

Les historiens se sont étonnés unanimement de la conclusion que donna le Béarnais à cette victoire. La route était libre. Il pouvait se porter sur la Beauce, et rejoindre l'armée de secours allemande. Au lieu de cela, il rendit la liberté à ses soldats qui étaient pour la plupart des volontaires impatients de retourner chez eux, et il partit avec une faible escorte, pour porter les étendards conquis à la belle Corisande, la comtesse de Guiche, sa maîtresse du moment. Il redoutait semble-t-il, de se rendre sur un autre théâtre de guerre où les lauriers de Coutras seraient bientôt flétris. Il ne voulait pas se heurter aux troupes commandées par le roi en personne. Pendant ce temps, Henri de Guise « côtoyait » les reîtres et les surprenait à deux reprises, à Vimory, le 26 octobre 1587 et à Auneau, le 24 novembre [4].

Et c'est alors qu'intervient la mission confiée à Michel de Montaigne. Trois jours après Coutras, le 23 octobre [5], Henri de Navarre s'arrêtait dans le petit manoir où vivait le grand écrivain, le manoir de Montaigne. Michel de Montaigne, né en 1533, avait alors 54 ans. Il avait publié ses *Essais*, en 1580.

Dans un ouvrage récent, M. Raymond Ritter, écrivant la vie de « *Cette grande Corisande* » — c'est son titre — a révélé le secret de la mission que lui confia Henri de Navarre, après Coutras. Montaigne admirait beaucoup la comtesse de Guiche. Il la regardait comme l'intelligente et bienfaisante conseillère du roi de Navarre. De fait, on trouve, dans les *Essais* au livre I, tout un chapitre, le 28e, qui est consacré à Madame de Grammont, comtesse de Guissen (*sic*). Ce chapitre contient 29 sonnets d'amour d'Estienne de la Boétie, dont Montaigne tient à faire hommage à celle qu'il nomme « cette grande Corisande d'Andouins ». Et il lui fait ce délicat compliment :

« Ce présent m'a semblé vous être propre, d'autant qu'il est peu de dames en France qui jugent mieux et

[2] Voir L. Pastor, *Geschichte der Pæpste*, x, p. 217.

[3] Le texte porte 1585, erreur évidente de typographie. Nous aurons à relever un peu plus loin plusieurs autres lapsus de ce genre.

[4] C'est par erreur typographique sans doute que notre article date Vimory du 29 octobre et Auneau du 11 novembre.

[5] Nouvelle erreur typographique, dans notre article, où l'on trouve 25 août au lieu de 23 octobre.

qui se servent plus à propos que vous de la poésie, et puis qu'il n'en est point qui puissent la rendre vive et animée, comme vous faites, par ces beaux et riches accords de quoi, parmi un million d'autres beautés, nature vous a étrennée ! »

La « belle Corisande » guide donc la politique de son amant. Et le Béarnais n'a qu'une pensée : se rapprocher d'Henri III, l'assurer que s'il a, lui, Navarre, battu la Ligue, en Joyeuse, il a servi son roi.

Malheureusement, rien n'a transpiré des conversations d'Henri et de Montaigne. Tout ce qu'on sait, depuis peu du reste, c'est qu'après le départ de son hôte royal, Montaigne fit boucler son bagage et ordonna de le charger sur ses mulets, puis partit pour Paris. Le prétexte du voyage était de porter à son éditeur un texte révisé des *Essais*. Mais, avec ses rhumatismes, la gravelle qui le déchirait, il est bien peu probable qu'il se fût exposé aux fatigues lancinantes d'un tel déplacement, à travers les fondrières, au mépris du brigandage des routes peu sûres, et en dépit des hasards de la guerre civile, pour ce seul motif. L'ambassadeur espagnol à Paris, Don Bernardino de Mendoza, ne s'y trompa point. Il écrivait à Philippe II, le 28 février 1588 :

« M. de Montaigne est tenu pour un homme intelligent encore qu'un peu brouillon. On me dit qu'il gouverne la comtesse de Guiche, dame d'une grande beauté, qui vit chez la sœur du Béarnais (Catherine de Bourbon), car elle est maîtresse de ce dernier et qu'il est en relations avec ce prince. D'où l'on déduit qu'il vient accomplir quelque mission et que le roi veut se servir de lui, afin qu'il s'efforce, de concert avec ladite comtesse de Guiche, de convaincre le Béarnais d'en venir à ce que désire Sa Majesté. »

Pure conjecture de diplomate, sans doute, mais qui est confirmée par Duplessis-Mornay, principal conseiller d'Henri de Navarre, qui écrivait à sa femme, le 24 janvier 1588 : « Monsieur de Montaigne est allé à la Cour. On nous dit que nous serons bientôt recherchés de paix par personnages neutres. »

Autre confirmation : tout le monde sait qu'Henri de Navarre, même devenu Henri IV, n'accordait pas facilement des gratifications à ses bons serviteurs et se contentait de bonnes paroles. Or, il offrit plus tard une pension à Montaigne, et, fait plus rare encore, Montaigne la refusa en ces termes révélateurs :

« J'ai reçu paiement des pas que j'ai employés, desquels Votre Majesté a eu connaissance. Ce que j'ai fait pour ses prédécesseurs, je le ferai encore plus volontiers pour Elle. »

La Ligue se méfiait tellement que Montaigne fut enfermé quelques jours à la Bastille et délivré seulement par l'intervention de Catherine de Médicis.

Et voilà tout ce que nous savons de la mission secrète de Michel de Montaigne, mission qui, à la date où elle se déroula, ne pouvait aboutir à aucun résultat. Cet épisode nous fait voir seulement que Montaigne était de ces catholiques d'esprit modéré qui faisaient des vœux pour Henri de Navarre, même s'il fallait, selon un mot de Montaigne en personne, s'en « confesser à leur curé ».

IV

Dans le même numéro de la *Revue des deux mondes*, M. André Gavoty raconte de manière très vivante un épisode de l'histoire de Napoléon, sous ce titre : *Moustache contre Borghèse*.

Moustache ? On devine qu'il s'agit là d'un surnom. Le *Père Duchesne* en avait naguère gratifié le général Custine, à cause de ses grandes moustaches. Sous Napoléon, ce surnom était porté par un certain Chazot, le plus rapide des courriers de l'Empereur. Chazot n'était qu'un obscur cavalier, doté de magnifiques moustaches. Bonaparte l'avait employé, dès la campagne d'Italie, en 1796.

Le métier de courrier n'était pas une sinécure. Il exigeait une vigueur prodigieuse. Bonaparte était toujours impatient ; il lui arrivera d'envoyer Moustache de Milan à Paris, soit mille kilomètres, pour porter un rapport au Directoire et une lettre à Joséphine, en recommandant à cette dernière de ne pas le garder plus de six heures, avant de le renvoyer avec sa réponse. Six heures de repos après un trajet de 1000 km, les courriers devaient parfois maudire les exigences de leur général !

Moustache avait suivi Bonaparte en Egypte. Celui-ci avait en effet écrit à son frère Joseph :

« J'ai donné ordre à tous mes courirers de descendre chez toi. Tu leur diras de venir sans délai me rejoindre à Toulon, surtout à Moustache et à Le Simple. »

Il y tenait donc beaucoup. Et Moustache constamment employé, en temps de guerre et même en temps de paix, n'avait jamais eu le temps de s'ankyloser. Dans ses Mémoires, M^me^ *Sans-Gêne* (Thérèse Figueur), raconte qu'ayant été attachée par le premier Consul au service de Joséphine, elle s'ennuya vite de la vie de château, à Saint-Cloud et elle ajoute :

« Je m'en ouvris à Moustache, premier courrier de Bonaparte, un beau soldat, qui me comprit tout de suite. Je le suppliai de me faire évader. Il y consentit et je retrouvai mon colonel qui fut ravi de me revoir. »

Quand il fut mis en compétition avec le prince Borghèse, Moustache était encore en pleine forme. C'était en 1807, après Friedland, au soir du 14 juin. Napoléon veut informer Cambacérès et par lui toute la France de sa brillante victoire et de l'espoir d'une paix prochaine, souhaitée par tous les Français. Pour cela, il choisit son beau-frère, le prince Borghèse, le mari de la jolie mais volage Pauline. Il veut en effet lui procurer la joie de porter rapidement un message de si haute importance. Borghèse n'est pas un génie, mais c'est un excellent cavalier et qui a fait ses preuves. Il s'est fort bien comporté durant la campagne d'Austerlitz, en 1805. Napoléon, pour le récompenser, l'a nommé à Vienne, colonel du 1^er^ régiment de carabiniers, l'une des plus belles unités de cavalerie. Il a manqué la bataille de Iéna, mais il a pu entrer à Berlin, en 1806 et il se distingue pendant la campagne de 1807. Il s'agit, dans la pensée de l'Empereur de lui donner du prestige aux yeux même de sa femme si peu fidèle, cette Pauline « dont le faible pour les valeureux militaires était bien connu ». Napoléon fait donc appeler Borghèse et lui dit :

« Je suis content de toi ! — (on reconnaît un de ses mots favoris). — Voilà un bon d'un million ; c'est

ta gratification de campagne. Estève te paiera. Mais pars sur le champ et fais toute diligence. C'est toi que je charge de porter à Paris la première nouvelle de la paix. »

Enchanté, le prince fait seller son meilleur cheval et prend le galop pour la France. Il est général de brigade, depuis le 14 mai. Il fera tout son possible pour abattre dans le moins de temps possible, les 1800 km qui le séparent de Paris. Pour cela il va sans dire qu'il change de cheval à chaque relai de poste.

Mais douze heures après son départ, estimant qu'il doit avoir une avance suffisante pour arriver bon premier, Napoléon confie à Moustache quelques lignes résumant la bataille de Friedland, pour l'Impératrice. Son choix assurément est plein de malice. Il a bien voulu favoriser son beau-frère, mais il lui oppose le concurrent le plus redoutable et il veut savoir qui arrivera le premier du cavalier amateur, excellent du reste, et du professionnel. Ajoutons que Borghèse a un avantage sur Moustache. Il est de petite taille, de poids moyen, tandis que le courrier est une sorte d'Hercule ; Borghèse pèse 20 ou 25 kilos de moins que Moustache. Tous deux ont de peu dépassé la trentaine ; ils passent par les mêmes relais, y trouvent des chevaux sensiblement identiques. On est en juin, les jours les plus longs. Ils ont 17 heures de visibilité par jour et feront une moyenne de 200 km chaque journée.

« Levés avant l'aube, ils enfourchent un bidet, franchissent au galop de chasse les 12 ou 15 km qui les séparent du premier relai, changent de monture à ce relai, galopent encore pendant une demi-heure ou trois-quarts d'heure, troquent encore leur cheval, repartent au galop et cela 13 ou 15 fois dans la journée, jusqu'à ce que la difficulté de courir dans le noir ou l'extrême fatigue les contraignent à prendre, avec un repas plus substantiel que les saucisses et les chopes de bière avalées aux relais, quelques heures de sommeil. »

Borghèse est mû par le désir de reconquérir sa femme. Moustache a sa fierté professionnelle à défendre. Il se lance donc à la poursuite du prince. A chaque relai, il gagne du terrain. Mais vers la fin de la course, au lieu de se lasser, Borghèse semble redoubler d'ardeur. Que se passe-t-il donc ? Moustache dut l'apprendre de quelque valet d'écurie.

« Les premières étapes de cinquante lieues ont donné au prince l'impression qu'il pourrait poursuivre allègrement sa course. Mais à la longue, son épiderme ne subit pas sans dommage la friction de la selle. Déjà moulu et courbaturé, voici qu'il est trahi par son fondement, dont la peau est à vif. Il doit abandonner le troussequin de cuir pour les coussins de drap d'une chaise de poste. Ce faisant, il ne nuit pas, bien au contraire, à la rapidité de sa mission. Mais il rompt à son avantage l'équilibre des chances. Roulant en chaise, il n'a plus besoin de s'arrêter pour prendre quelques heures de repos. Dormant dans le véhicule, il progresse nuit et jour au galop de trois attelages et précédé d'un courrier qui alerte le relai suivant, où l'attendent des chevaux frais qu'on attelle en un tournemain. »

Moustache n'apprend pas ces détails sans dépit. Sans doute, sa peau à lui, durcie et tannée par des années d'exercice, résiste fort bien au travail qu'il lui demande ; c'est un cuir inusable. Mais comment ressaisir les avantages qui lui échappent ? En réduisant ses heures de sommeil. Il va donc, lui aussi, galoper de nuit comme de jour. Il ne cesse plus dès lors de regagner du terrain, et il rattrape l'équipage de Borghèse, vers Port-à-Binson, le long de la Marne. Le prince alors prend un parti peu héroïque, mais qu'il croit sûr ; il crie au postillon : « Dis à Moustache qu'il y a 20.000 francs pour lui, s'il me laisse arriver à Paris, avec une heure d'avance ! » Mais Moustache, fils de paysan de France, est incorruptible. Vingt mille francs, qui feraient au moins 5 ou 6 millions de nos jours, sont une belle somme, mais son honneur de soldat et de courrier de sa Majesté est bien au-dessus de cela ! Il reçoit sans ralentir l'offre princière que lui jette le postillon, et nous savons par Villemarest, secrétaire de Borghèse, que pour seule et péremptoire réponse, « l'incorruptible Moustache fit claquer son fouet ».

Enfin, au début de l'après-midi du 24, c'est-à-dire neuf jours après son départ, Moustache atteint Paris. Il pousse jusqu'à Saint-Cloud et s'arrête devant le palais. L'Impératrice alertée se montre à une fenêtre. Elle descend le perron suivie de ses dames. Moustache lui remet la lettre de l'Empereur :

« Mon amie, je ne t'écris qu'un mot, car je suis bien fatigué. Voilà bien des jours que je bivouaque... Mes enfants ont dignement célébré l'anniversaire de la bataille de Marengo... La bataille de Friedland sera aussi célèbre et aussi glorieuse pour mon peuple... Toute l'armée russe en déroute... Quatre-vingts pièces de canon, 30.000 hommes pris ou tués... 25 généraux russes tués, blessés ou pris... La Garde russe écrasée... C'est une digne sœur de Marengo, Austerlitz, Iéna. Le Bulletin te dira le reste... Ma perte n'est pas considérable... J'ai manœuvré l'ennemi avec succès. Sois sans inquiétude et contente. Adieu, mon amie, je monte à cheval », Napoléon.

Quant au brave Moustache, « il était tellement harassé, dit un contemporain, qu'on fut obligé de l'enlever de dessus son cheval. Il fallut quatre personnes pour procéder à cette opération et le transporter dans un lit. Son dernier cheval qu'il avait sans doute encore moins ménagé que les autres, tomba mort dans la cour du château. »

Chose curieuse, Cambacérès en publiant le lendemain, au *Moniteur*, la grande nouvelle de la victoire, utilisa bien la lettre apportée par Moustache, mais il ne parla que du prince Borghèse. Le véritable gagnant des « neuf jours » fut ainsi frustré de la reconnaissance publique. Il n'en manifesta aucune rancœur et servit fidèlement l'Empereur jusqu'à sa chute. Pauline fut-elle instruite de la vérité ? Toujours est-il qu'elle continua à traiter son mari avec la même désinvolture. « Moustache est l'un de ces « petits », ces obscurs, ces sans-grade, qui font la grandeur d'une nation. »

V

Au cours de la guerre de Corée il a été bien souvent question du « Pentagone ». M. Marcel Chaminade nous dit ce qu'est ce fameux édifice, dans *La Nation Belge*, et son article est reproduit, en ses parties essentielles, dans la *Revue des deux mondes* du 1er octobre.

Le Pentagone est en effet un édifice et non une institution. C'est le bâtiment à cinq côtés érigé à Washington, de l'autre côté du Potomac, et qui abrite tous les rouages du grand Etat-Major américain.

L'immeuble est gigantesque. Il est extraordinaire à tous les points de vue. Sa construction a coûté la bagatelle de 17,5 milliards de francs, au cours actuel du change. Ses murs s'étendent sur près de 1500 mètres de longueur, sa cour centrale a une superficie de 26.000 mètres carrés. Le Pentagone est ainsi une véritable cité, avec des corridors interminables, une infinité de rampes montantes et descendantes pour les automobiles, un nombrs énorme d'ascenseurs, d'escaliers roulants et de trottoirs. Il s'agit d'une ruche colossale, dont les alvéoles sont des salles et des bureaux où travaillent environ quarante milliers de fonctionnaires et d'officiers de tous grades, de toutes catégories et de toutes compétences. Quarante mille ! N'avions-nous pas raison de parler d'une véritable cité ? Cette prodigieuse usine ne ferme jamais ses portes. On y reçoit une moyenne de 250.000 communications téléphoniques par jour. C'est ainsi la plus importante centrale téléphonique du monde, un vrai microcosme, dont nulle part on ne trouverait l'équivalent. On y rencontre des spécialistes dans les matières les plus rares et les plus ardues, des équipes de cryptographes et de statisticiens, de polyglottes et d'économistes, de géopoliticiens et de biochimistes, de bactériologues et de cartographes. Ajoutons que c'est aussi, pour le visiteur, un labyrinthe dans lequel, malgré le secours du plan détaillé remis à chaque étranger, il est impossible de ne pas se perdre. Le susdit visiteur reçoit, à l'entrée, une fiche dont la couleur change selon le service qu'il doit atteindre. Le Pentagone est divisé en effet en zones bien délimitées : bleues, vertes, etc. Le porteur de la fiche n'a droit qu'à la zone désignée par la couleur de sa fiche. Si quelques minutes après son arrivée il n'est pas encore entré au bureau auquel on l'adresse, immédiatement, l'alarme est donnée. On recherche le suspect ou le maladroit qui n'a pas su s'orienter.

Un travail intense caractérise ces lieux. Deux fois par jour, les chefs d'état-major « interarmes », comme on dit actuellement, se réunissent pour une conférence qui se tient dans la salle dite des Cartes et Opérations. A proximité de cette salle centrale, se trouvent les bureaux d'un service unique dans les ministères de la Guerre des peuples : l'*Advanced Study Group*. C'est un Groupe d'Etudes supérieures, formé d'officiers d'état-major qui, à l'aide de calculs de haute mathématique et en se fondant sur une théorie nouvelle de la probabilité, établie par le professeur John von Neumann, s'efforce d'apprécier et de déterminer scientifiquement l'issue d'un combat, les chances de victoire ou les risques d'échec. C'est dire que la guerre est désormais assimilée à un problème de mathématique, à nombreuses inconnues, mais qu'il est possible de résoudre d'avance par équations multiples, par calcul différentiel et intégral !

« Ce « Kriegspiel » dernier modèle est la plus « récente » invention (certains disent la plus récente marotte) du grand état-major américain, qui lui attribue une très grande importance et lui fait un large crédit, que les événements tardent encore jusqu'ici, par malheur, à confirmer et à justifier. »

L'on n'est donc pas parvenu, au Pentagone, à éliminer tout l'humain de la conduite de la guerre et à en faire une application pure et simple de la mécanique ! C'est en somme bien heureux. Il sera toujours question, quoi qu'on en dise, de « génie militaire », et il faudra toujours tenir compte de ce « moral » qui, disait-on jadis, gagne les batailles.

Les premiers événements de Corée ont, paraît-il, tout de même donné raison aux prévisions et au calcul des probabilités du Pentagone. M. Chaminade nous assure que les plaisanteries faites par le public au sujet du fameux Pentagone ont cessé.

Et voici sa conclusion :

« Les interminables bâtiments du Pentagone, avec leurs nuées de locaux, commencent déjà à ne plus suffire et à être déjà trop exigus, pour les exigences sans cesse croissantes et les besognes de plus en plus proliférantes de la machine de guerre moderne. Le Pentagone n'est plus un objet de brocards. Il est le symbole de la force, le lieu où s'élabore la stratégie, non seulement à l'échelle des Etats-Unis ou d'un continent, mais à l'échelle du monde entier. Aux yeux de centaines de millions de gens dispersés sur toute l'étendue de la terre, il représente la sauvegarde suprême, l'ultime espoir, le dernier rempart qui protège encore la liberté des peuples. »

VI

Sans être dans le secret des travaux du Pentagone, nous pouvons supposer que les problèmes de la future guerre « atomique » y sont constamment étudiés et tenus à jour. Où en est-on, dans ce domaine ? C'est ce que le capitaine de vaisseau de réserve Henry Ballande, de l'Académie de marine essaie de nous dire, dans la *Revue des deux mondes* du 15 octobre 1950. Et le même sujet est traité — sous un angle un peu différent, du reste — par M. Michel Dacier, dans les *Ecrits de Paris* de septembre 1950.

« La bombe atomique domine depuis cinq ans la politique mondiale », constate avant tout M. Ballande. On peut dire, à volonté, et qu'elle nous a assuré ces cinq ans de paix du reste bien précaire et tremblante, de 1945 à 1950, et qu'elle a irrémédiablement divisé le monde en deux blocs, en deux camps dressés l'un contre l'autre. Mais on se fait en général, dans le public, surtout en France, des idée très fausses des possibilités stratégiques de la susdite bombe.

Rappelons les faits établis : 1° Eclatant à environ 400 mètres d'altitude, ou dans l'eau près de la surface, elle produit un écrasement presque total, sur une surface de rayon d'un kilomètre ; 2° sur une cible dense et fragile, comme une ville, l'intense chaleur qu'elle dégage a un effet destructeur dans un rayon de 2 kilomètres. Il y aurait en outre de grands dégâts jusqu'à 3 km de rayon, et des dégâts importants, jusqu'à 4 km. On calcule donc qu'il y aurait, pour une seule bombe : 10.000 maisons entièrement détruites, 20.000 endommagées gravement, 35.000 réparables et 100.000 légèrement endommagées. Si l'on observe que, durant la dernière guerre, il y a eu en France, 462.400 bâtiments totalement détruits et 1.661.000 endommagés, on dira que 15 bombes atomiques auraient obtenu ce résultat. On sait qu'il y a en outre une radioactivité persistante, qui constitue une sorte d'empoisonnement local pour plusieurs mois ou années. Les radiations les plus dangereuses sont causées par les neutrons, très pénétrants, puis par les

rayons *gamma* qui peuvent traverser un corps humain, après avoir parcouru plusieurs centaines de mètres dans l'air. Par contre, les rayons *alpha* sont arrêtés après un parcours de 3 centimètres ou même simplement par la peau, et les rayons *bêta* soit par les vêtements, soit par un parcours de trois mètres dans l'air. Pour les êtres humains, mort certaine dans un rayon d'un km. ; 50 % jusqu'à 1.500 mètres ; 15 % jusqu'à 2.500 mètres ; 1 à 2 % au-delà. La radioactivité est particulièrement persistante après explosion dans l'eau, près de la surface.

Dans des villes comme Hiroshima et Nagasaki, comparables à Marseille et Lyon, il y eut selon M. Dacier, dans la première ville, 140.000 victimes dont plus de 70.000 morts, selon M. Ballande, 130.000 atteints dont 80.000 morts. Dans la seconde ville, 80.000 atteints dont 35.000 morts, ou 90.000 victimes, dont 40.000 morts. Notons que ces victimes furent à peu près exclusivement des civils, alors qu'il était de règle, dans les guerres antérieures, que les civils devaient être épargnés. Les bombardements aériens ont fait, en France 60.000 victimes civiles, et autant en Angleterre, donc beaucoup moins que les deux bombes du Japon.

Et maintenant voici quelques conclusions bien établies aujourd'hui :

1° Il est faux que la capitulation du Japon ait été provoquée directement par les bombes atomiques. Le bombardement de Tokio, en avril 1945 — M. Dacier le date du 9 mars 1945 — avait fait plus de 80.000 morts et plus de 100.000 blessés. Le Japon n'avait plus les moyens de poursuivre la guerre, ne pouvant plus se ravitailler en essence ni en matières premières, depuis qu'il avait perdu la maîtrise des mers et de l'air. Les bombes atomiques furent seulement le coup d'assommoir final et le prétexte donné au gouvernement japonais pour se soumettre à cette « capitulation sans conditions » qui l'avait, jusque-là, révolté comme déshonorante.

2° Il faudrait 2 ou 3.000 bombes du genre de celles de 1945, pour réduire à merci un adversaire disposant d'un vaste territoire et de ressources économiques et démographiques considérables. Il est vrai que les bombes fabriquées depuis sont beaucoup plus puissantes, mais, remarque M. Ballande, « les effets au sol d'un engin explosant dans l'atmosphère, varient comme la puissance 2/3 de son potentiel et le rayon de destruction varie lui-même comme la racine cubique de ce potentiel. » Il s'ensuit qu'une bombe six fois plus puissante que celle de Bikini, comme celle qui fut essayée à Eniwok, en mai 1948, n'a pas un rayon plus de 1,8 fois supérieur à celui des bombes de 1945. Ajoutons avec M. Ballande que l'on estime à 4 ou 500 cents le stock actuel de bombes aux Etats-Unis, qui en fabriquent environ 100 à 150 par an, tandis que le stock — s'il y en a un — chez les Russes doit pouvoir se « compter sur les doigts de la main ».

3° La vulnérabilité d'un Etat à l'emploi de la bombe atomique est très variable selon le degré de densité de sa population, l'emplacement de ses usines de guerre, le nombre de ses villes très peuplées. Il est certain que les Etats-Unis sont beaucoup plus vulnérables que la Russie qui ne compte que 82 villes de plus de 100.000 habitants, dont 11 seulement de plus de 500.000.

« Il est évident, écrit M. Ballande, que s'il faut quelques milliers de bombes atomiques pour obtenir sans invasion la reddition de la Russie, il en faudra nettement moins pour détruire le potentiel industriel beaucoup plus concentré des Etats-Unis. De même, et du moins au début d'un conflit, la réaction des populations russes, plus fatalistes, ayant souffert si souvent, dans leur histoire, de la famine, de la guerre et de l'invasion, sera moins excessive que celle des Américains du Nord, dont le sol n'a jamais été attaqué et qui portent très haut le culte du confort et de la vie humaine. »

Notons toutefois, à l'avantage du « moral » des Américains, leur culte de la liberté, leur certitude que la vie ne vaudrait pas d'être vécue sans le maintien de la civilisation telle qu'ils la comprennent.

4° L'emploi de la bombe atomique sur la Russie aurait probablement un effet tout autre que celui que nous nous figurons en France. En effet, un Américain, Walter Lippmann, a fort bien vu que, par contre-coup, ce serait l'Europe occidentale qui deviendrait fatalement le théâtre de la guerre :

« Aucun bombardement atomique, dit-il, ne pourrait anéantir l'armée rouge. Il pourrait seulement détruire les moyens industriels de la ravitailler et de l'équiper. La défense russe contre une attaque atomique est donc évidente : envahir l'Europe occidentale, avec son infanterie, et nous défier d'y jeter des bombes atomiques. Plus nous menacerons de détruire les villes russes, plus il est évident que la défense russe sera de s'installer en Europe, dans les villes que nous ne pourrions pas démolir sans massacrer des centaines de milliers de nos propres amis. »

Nous sommes donc placés entre le marteau et l'enclume. Et si certains — M. Dacier entre autres — en concluent que nous devrions rester *neutres*, nous Européens, tout le monde est d'accord pour estimer que cette neutralité même ne pourra être défendue que par des moyens très puissants contre une Russie dévastée et jetée hors de ses frontières par un bombardement atomique intense ! Mais comme nous ne pouvons nous armer suffisamment sans le concours de l'Amérique, la neutralité même, nous l'avons déjà souligné précédemment ici-même, est pure illusion.

5° Contrairement à ce que l'on dit, il y a une défense possible et désirable contre la bombe atomique. En France, on n'a rien fait en ce sens, mais en Amérique et en Angleterre on travaille au moins à éclairer l'opinion et à prévoir les installations nécessaires. Le gouvernement des Etats-Unis vient en effet de publier un volume de 438 pages, sous le titre *The effects of atomic Weapons* : « Les effets des armes atomiques », pour indiquer les précautions à prendre contre ce redoutable danger.

« Par cette initiative, remarque M. Dacier, les autorités américaines paraissent avoir voulu calmer une sorte d'hystérie collective qui risquait de devenir redoutable. »

Quels seront donc les moyens de protection contre le péril atomique ? Pour les belligérants, ce seront d'abord les interceptions des avions assaillants, la D.C.A. contre eux, la maîtrise des mers et la destruction des sous-marins, le pilonnage préventif des bases ennemies de navires, d'avions et d'engins autopropulsés.

« Nous ne croyons pas, dit M. Ballande, que la destruction des grandes villes d'un pays belligérant, par des bombes transportées en pièces détachées et déposées « discrètement » par des « touristes » au pied des monuments publics soit, pour le moment du moins, du domaine des possibilités... L'engin autopropulsé intercontinental, qui verra sans doute le jour, n'est pas non plus d'un emploi imminent. Les « optimistes », si l'on peut dire, pensent qu'il faudra une dizaine d'années, sinon quinze, pour le réaliser. »

Pour le moment le véhicule normal de la bombe demeure l'avion de bombardement de moyen ou gros tonnage. « Aux Etats-Unis, tout d'abord le gigantesque B 36, qui peut porter une bombe atomique à 8.000 km et revenir à son point de départ. Il vole à 14.000 mètres d'altitude et dispose de « pointes de vitesse » supérieures à 700 km à l'heure, ce qui pose à l'interception des problèmes que l'on imagine aisément, dont la solution est d'autant plus ardue que des avions aussi puissants peuvent porter un équipement anti-radar très développé. »

Les Etats-Unis en possèdent, dit-on, 150. Le B. 50 est une version améliorée du B. 29 d'Hiroshima. Les Russes ont construit le Tu 70, qui est une copie du B. 29, pouvant parcourir 6.400 km sans escale. En résumé, nous sommes encore loin de l'engin-valise ou de l'engin-bazooka, comme du V.-2 intercontinental. Reste le V.-2 avec rampe portative.

Cela posé, la défense contre la bombe, au point de vue stratégique, sera l'attaque des territoires où pourraient se trouver des bases pour bombes atomiques et possédant des minerais atomiques : uranium ou thorium, et des usines atomiques.

Si de la stratégie, nous passons à la préservation des existences individuelles, il est évident que les moyens de défense sont les mêmes que nous avons employés contre les bombardements aériens en général. Le bombardement atomique n'est après tout qu'un bombardement aérien plus puissant : donc, éloignement des objectifs possibles, dispersion des points à préserver, usines, champs d'aviation, etc., défense passive, par établissement d'abris souterrains puissants pour les populations, constitution de stocks pour l'alimentation, et mise de ces stocks hors d'atteinte.

« L'abri, dit M. Ballande, se présentera sous des formes variables. C'est ainsi que l'armée de terre, devra s'enfouir pour vivre, dans des abris bétonnés, dans des carrières ou des cavernes aménagées, et qu'elle utilisera des blindages pour combattre. L'aviation devra elle aussi s'enfouir au repos et passer le moins de temps possible en surface, juste ce qu'il faudra pour décoller — ou se faire catapulter — pour atterrir ou rejoindre son alvéole souterraine. La marine ne subsistera que dans la mesure où elle se cachera dans le roc de ses bases. Les navires les plus puissants ne pourront se risquer en haute mer, s'ils ne sont pas soit fortement cuirassés et « aérodynamiques », soit — et encore mieux — aptes à la navigation sous-marine. »

Il est clair que les usines devront être souterraines. Il sera nécessaire surtout de mettre à l'abri le corps médical, qui aura à intervenir promptement, après chaque bombardement atomique, le compteur de Geiger-Muller — servant à détecter les zones infestées de radioactivité — en main, pour porter secours aux victimes.

Un document officiel américain estime que le nombre des tués étant en moyenne de 50.000 dans une ville comme Hiroshima, où il n'y aurait eu ni alerte, ni préparation anti-atomique, sans alerte, mais la population sachant ce qu'elle a à faire, il y en aurait 40.000. Avec préavis de quelques minutes et abris bien conditionnés, le nombre tomberait à 25.000. Avec une organisation adéquate — pompiers et services sanitaires bien outillés et préservés — on pourrait n'avoir plus que 2 ou 3.000 tués.

Conclusion de M. Ballande :

« La bombe atomique pose à nos consciences un problème passionnant qui domine la paix et la guerre, nos existences, nos foyers, nos patries et la conception même que nous pouvons avoir de la valeur humaine. »

Il est permis d'autre part de qualifier, avec M. Dacier, de « monumentale ânerie » la pensée exprimée dans ces deux vers du grand Hugo :

Le progrès calme et fort et toujours innocent
Ne sait pas ce que c'est que de verser du sang !

VII

Quand nous songeons à la guerre, c'est avant tout à la bombe que nous pensons. M. Jacques Chastenet, membre de l'Institut, dans les *Ecrits de Paris*, de septembre 1950, attire notre attention sur un autre aspect probable de la prochaine guerre, sous ce titre : *Le Communisme en France*. Il estime que de là viendra le principal danger :

« Point sans doute, au moins au début, écrit-il, de *rush* de divisions bindées et d'escadrilles de bombardement. Bien plus probablement une intense agitation fomentée à l'intérieur, par le parti communiste, des grèves massives, des insurrections locales, le tout peut-être appuyé par quelques dizaines de milliers de parachutistes soviétiques déposés aux bons endroits. »

Une fois les centres paralysés, une fois la panique jetée par le désordre jusque dans les troupes de couverture, les chars, les avions, les camions d'infanterie russe n'auraient plus qu'à occuper le pays. Les Américains considèrent ce processus comme le plus vraisemblable et c'est de là que viendraient leurs hésitations à nous fournir des armements qui ne serviront peut-être qu'à l'ennemi.

C'est au péril ainsi défini que répond l'organisation récemment décrétée d'une sorte de « garde nationale ». Mais 1° cette organisation n'est que sur le papier, et 2° on peut se demander si elle serait vraiment efficace contre le communisme.

C'est pourquoi il importe que tout Français, non résigné à l'esclavage, sache quelle est en France la force du parti communiste, quelles sont les raisons de cette force, et comment elle peut être utilement combattue.

1° *Force du parti.* — Aux élections de 1946, sur 19.218.000 suffrages exprimés, 5.341.000, soit 28,26 % sont allés au communisme. Sur 621 députés, il y a 168 communistes et 16 « compagnons de route », soit 184 voix. Il est probable que ces chiffres ont baissé dans le pays, car le tirage de l'*Humanité* a depuis trois ans passé de 450.000 à 240.000. Le nombre des cotisants est tombé de 5,5 millions à 4. A en juger pourtant par les élections partielles ou secondaires, il se pourrait qu'il y ait encore 25 % de communistes en France. A vrai

dire ce quart n'est pas formé de communistes authentiques ; il n'y a que 700.000 inscrits au parti en France, contre 2 millions en Italie.

2° *Raisons de cette force.* — La plupart des électeurs votant communiste ne savent pas ce qu'est le communisme. Il y a des paysans qui croient que communisme veut dire « être pour les intérêts d'not' commune » ; il y a des ouvriers qui regardent le communisme comme plus dynamique que le socialisme, qui espèrent arriver par lui à cette « propriété des instruments de production » dont on les a enivrés depuis l'enfance, et qui rêvent encore de la destruction de ce « capitalisme » dans lequel ils voient la source de tous leurs maux.

« Beaucoup n'approfondissent même pas et se contentent de penser que communisme signifie confiscation des grandes fortunes, nationalisation des usines, partage des domaines de quelque importance, humiliation des patrons, abaissement des « gros » devant les « petits ». En tout cas, moins d'inégalités, plus de liberté, un travail moins dur, plus de bien-être. »

Ils ignorent tous que communisme actuellement signifie stalinisme, et que le stalinisme équivaut à « oppression des masses par une oligarchie de fonctionnaires, extrême inégalité des conditions, travail forcé et, pour tout dire, esclavage. » L'ouvrier français ignore tout de la condition de l'ouvrier russe. Il ne sait pas qu'il travaille plus longuement et durement que lui, gagne beaucoup moins, n'a pas le droit de grève, ne peut quitter son usine et peut, à tout instant, être transféré à des centaines de km de son domicile habituel. L'ouvrier tient toutes ces affirmations pour des propos de « réactionnaires ».

Deuxième raison : c'est une vieille tradition du corps électoral français de voir le « progrès » toujours à gauche. Cette maladie pourrait s'appeler « le sinistrisme » ou le « gauchisme » et les plus révolutionnaires sont les plus fidèles à cette tradition. Ils sont en un sens les plus conservateurs et les plus aveugles, ne voyant pas les choses mais les mots.

Troisième raison : « diabolique adresse de la propagande ». Celle-ci se fonde sur le principe tant reproché aux jésuites jadis : « La fin justifie les moyens ». Elle ne recule donc devant aucun mensonge, aucune ruse, aucune « ficelle » si grossière soit-elle. On l'a vue flatter les catholiques, exalter le patriotisme, préconiser l'union nationale, rassurer les petits propriétaires, vanter la discipline ou, dans le même temps, faire tout le contraire, c'est-à-dire invectiver contre le pape et l'Eglise, s'opposer aux justes revendications de l'école libre — comme, du reste, un trop grand nombre de socialistes — cracher sur le drapeau, saboter les armements pour l'Indo-Chine, prêcher la collectivisation générale des terres. Peu lui importent les contradictions. Cette propagande a un si profond mépris du peuple qu'elle le croit capable de tout avaler, sans raisonnement, sans logique, sans critique ; un seul point fixe, dans la doctrine et la tactique communiste, un point immuable : toujours et partout faire le jeu de Moscou, être du côté de l'U.R.S.S. Le triomphe de cette propagande sans scrupule a été de faire signer l'appel de Stockholm, au moment même où la Russie préparait sous main l'agression de Corée. Le communisme se garde bien de préciser que pour lui le mot « paix » ne signifie qu'une chose : « non-résistance à l'agression soviétique ».

Quatrième raison : adhésion d'un trop grand nombre d'intellectuels français. Ils ont été déçus tant de fois qu'ils se figurent que le marxisme intégral est la dernière expérience à faire, pour réaliser la fraternité universelle et le paradis terrestre. Ils pensent aussi, sans doute, qu'il est fâcheux que le marxisme, dotrine généreuse et vraiment scientifique — selon eux — n'ait été appliqué que dans un pays insuffisamment développé et ils estiment qu'en le faisant triompher en France, ils lui donneraient un tout autre visage, si bien que toutes les objections tirées de l'état social et économique en Russie leur paraissent sans valeur. Ce qu'ils voudraient voir c'est un « communisme français », avec sa douceur, sa générosité, son esprit de « liberté, égalité, fraternité ». Et puis, ces grands mots : « Matérialisme dialectique » et « Sens irréversible de l'Histoire » ont quelque chose de séduisant pour certains esprits.

Cinquième raison : la peur. On ne court en France aucun risque à être communiste. M. Joliot-Curie est peut-être le seul qui ait perdu sa place — sur l'insistance, du reste, des Etats-Unis — en raison de son titre de communiste. Il n'en continue pas moins d'émarger au budget comme professeur. Par contre, on sait que le parti communiste a dressé une liste de 460.000 personnes à « liquider » dès son arrivée au pouvoir. Voter communiste c'est donc prendre une assurance sur une possibilité future. Illusion certes, si l'on prend garde à ce qui s'est passé en Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie et à ce qui s'y passe encore ! Mais combien de Français savent cela ?

3° *Les remèdes.* — Ils sont suggérés par l'énumération même des raisons du succès illégitime de ce parti anti-français.

En premier lieu, il faut éclairer l'opinion, à l'école, par la radio, les journaux, les tracts, le cinéma, les conférences publiques. Il faut dire ce qu'est le communisme stalinien, apporter des chiffres, des preuves, parler des bas salaires russes, et surtout des camps de concentration où s'entassent sous le knout de 17 à 20 millions de malheureux, qui ne sont pas tous d'anciens bourgeois ni d'anciens koulaks.

En second lieu, prouver que le parti communiste n'est pas « à gauche », mais terriblement réactionnaire et pour tout dire « super-fasciste ». Si on appelle réactionnaire un régime de dictature, d'autorité impitoyable, de police et de contrainte, de totalitarisme en un mot, tout cela n'est que la définition même du parti communiste.

En troisième lieu, dénoncer l'emploi systématique du mensonge, dans la propagande communiste. L'amour de la vérité est naturel à l'homme. On ne peut rien fonder de valable ni de durable sur le mensonge. Or, c'est l'arme favorite du communisme. Il est facile de le prouver, en collectionnant les contre-vérités accumulées par le parti.

En quatrième lieu : les intellectuels de bonne foi devraient être les premiers à être touchés par cette « croisade pour la Vérité », qui est la condition de toute pensée humaine.

En cinquième lieu, il faut détromper les « malins » qui croient utile de jouer le double jeu et de miser sur la carte communiste. Et il faut que les lois contre les crimes anti-nationaux, sabotages de plans ou d'instruments militaires, propagande anti-française soient strictement appliquées.

Mais la réfutation la plus efficace restera toujours la lutte contre la misère, contre les taudis, contre les salaires de famine, en un mot contre tout ce qui risque de rejeter l'ouvrier ou le paysan pauvre vers un remède qui se trouve pire que le mal : le communisme.

Conclusion de M. Chastenet :

« Les puissances occidentales possèdent déjà, diversement efficaces, des organisations politiques, économiques et militaires communes. Quand donc, en face de l'effroyable péril qui est à leurs portes, quand donc s'uniront-elles pour créer un Anti-Kominform ? »

VIII

Sous le titre : *Humble audace au service des temps nouveaux*, Mgr Blanchet, Recteur de l'Institut catholique de Paris, nous parle de *Chaminade* (1761-1850) dans la revue *Ecclesia* (française) d'octobre 1950.

Il fait ressortir d'abord que ce fut une part de son destin de naître, en quelque sorte, à cheval sur deux époques. Né en 1761 à Périgueux, alors que Louis XV avait encore treize ans à régner, et au temps où se concluait entre les Bourbons le « Pacte de Famille » et mourir en 1850, à Bordeaux, sous la présidence de Louis-Napoléon, en train de devenir Napoléon III — entre l'année où Voltaire vient de s'installer à Ferney, où Jean-Jacques publie « La Nouvelle Héloïse », et celle où meurt Balzac et où va commencer l'œuvre de Taine et de Renan — avoir connu les perruques poudrées et les chaises à porteur, puis les barbes de 48 et les chemins de fer, c'est avoir vécu précisément à l'époque où commence ce que l'on a appelé si justement « l'accélération de l'histoire », c'est-à-dire au temps où le monde change plus en vingt ans que jadis en cent ans ! Mais Guillaume-Joseph Chaminade ne fut pas de ceux que les courants emportent et qui se laissent aller au gré des flots, même sous la tempête. Il est le treizième enfant d'une humble famille, il a fait ses études au collège de Mussidan, à 35 km de sa ville natale. Après sa théologie à St-Sulpice, il avait été ordonné prêtre en 1785, et il était revenu à son collège de Mussidan, comme professeur. Il est alors un homme instruit, modeste, aimant le recueillement et le silence :

« Il est, dit Mgr Blanchet, le prêtre sérieux, bon, mesuré et sage, aux manières polies, à la dignité grave, au dévouement discret et sûr. Dans la paix des jours semblables il a connu la joie du renoncement sans éclat, de la ferme discipline, du service humble et continu. »

Ne jugeons pas le XVIII^e^ siècle uniquement par ses scandales, par les salons parisiens, hardis, légers et insolents.

Mais voici la Révolution. La société chancelle sur ses bases. Le nouveau pouvoir prétend réglementer jusqu'à la religion. Un serment a été dressé que tous les prêtres exerçant un ministère doivent prêter. Grand débat de conscience chez tous les prêtres de France. Chaminade, lui, a pris son parti. Il ne prêtera pas le serment. Il sait pourtant qu'il lui faut quitter son poste et vivre désormais d'une vie d'insécurité. N'importe ! Il va se réfugier à Bordeaux (1793).

« Il est devenu ouvrier chaudronnier, avec le grand feutre et le visage noir qu'exige la profession ; les papiers sont en règle — des expériences récentes nous ont appris que personne à l'occasion n'a des papiers mieux en règle que celui qui n'y a pas droit — et l'homme va donc, à travers les rues de Bordeaux, criant « chaudron » ! « chaudron » ! comme si de sa vie il n'avait fait autre chose. »

Il lui faut souvent changer de domicile, il doit sans cesse brouiller les pistes. C'est qu'il n'entend pas renoncer à son ministère sacerdotal. Il est prêtre, il restera toujours prêtre, et il est au service des âmes. Un jour, c'est lui-même qui doit ouvrir la porte aux enquêteurs lancés à sa poursuite et il s'enfuit par les toits. Un autre jour, ceux qui l'ont accueilli au péril de leur vie ont juste le temps de renverser sur lui la cuve à lessive et, à la fin de la perquisition qui n'a rien donné, c'est sur la cuve que l'on sert à boire au-dessus de Chaminade accroupi et retenant son souffle !

Et cette vie dure quatre ans (1793-1797).

« Heures exaltantes, dit très justement l'auteur, aux émotions héroïques, qui peuvent devenir, elles aussi, une sorte de besoin et laisser comme désemparé devant les exigences d'une vie redevenue normale. On connaît de ces hommes un moment enivrés d'un vin fumeux d'héroïsme et qui, capables d'étonnants exploits, ne le sont pas de régulière vertu. »

Tel n'est pas Chaminade. Au-dessous de la vie d'aventures, il garde sa vie intérieure, profonde et ardente, calme et sûre.

Sous le Directoire, il a cru trop tôt à la paix religieuse. Il a exercé aussitôt son ministère au grand jour. Pour cette imprudence, il lui faut s'exiler. Il est expulsé et il passera trois ans en Espagne. Ce sera pour lui un temps de retraite au sens fort du terme, c'est-à-dire au sens religieux. Il en reviendra plus frais, l'esprit plus dégagé des contingences humaines et des vicissitudes politiques. Et l'on ne trouvera jamais en lui ni raideur, ni intransigeance, ni cette sorte d'orgueil « d'avoir eu raison », qui se rencontre souvent chez les émigrés.

Il traversera les régimes, le Consulat, l'Empire, la Restauration, sans se lier à aucun. Il aura pourtant une préférence bien compréhensible pour ces Bourbons, que l'histoire avait liés si étroitement à l'Eglise de France. Il sera un instant abattu, en 1830. Mais, en dépit des sollicitations, il n'aura rien dit, il n'aura pas fait un geste qui puisse l'enchaîner, car il vit dans une région supérieure aux événements terrestres. Il pourra formuler en 1831, sa règle de conduite :

« J'ai pour principe qu'il ne faut jamais rien faire contre un gouvernement établi. C'est ainsi, que par l'application de ce principe, j'ai traversé toutes les révolutions, ne m'occupant que de mon ministère et de rendre service au prochain. »

Mais attention ! il ne s'agit nullement ici d'apprendre à « hurler avec les loups », mais de tenir au-dessus du courant sa fête et son bagage essentiel, pour traverser le fleuve à la nage.

« Tout est calme, lent et pondéré, chez cet homme de réflexion et de sagesse. Il voit, il écoute et laisse en lui se faire la leçon profitable que contient tout

ce qui passe et qui vaut au-delà de ce qui passe. A l'imitation de Notre-Dame, il conserve toutes choses en son cœur. »

Le 2 septembre 1800, grâce à des amis de Bordeaux, il est rayé de la liste des émigrés. Il revient à Bordeaux, vend un ornement, emprunte à sa servante, pour pouvoir s'installer. Il a près de 40 ans, il regarde, il prie, il médite, il se met au travail, il est aussi lent à se décider qu'il est prompt à réaliser, quand son dessein est arrêté. Il est, comme il dit lui-même, « froid à l'ouvrage et chaud dans le cœur » — une jolie formule, n'est-ce pas ?

Il a été au plus pressé, car il s'agit de rendre la foi à ceux qui l'ont perdue. Ouvrant un oratoire le 8 décembre 1800, jour de la Vierge immaculée, il remarque deux jeunes gens, les appelle, leur demande d'en amener chacun un autre. Les quatre deviendront huit, puis douze. Il fonde avec eux une Congrégation de piété. Sera-ce tout ? Il commence par établir la parfaite égalité — dont la Révolution avait tant parlé — entre eux tous, bien que, sur les douze, il y ait deux professeurs, trois ouvriers, un clerc, trois employés de commerce. Puis, il pose le principe que dans les temps nouveaux, « chaque directeur est un missionnaire permanent, chaque congrégation, une mission perpétuelle ». Il veut chez les siens, une foi éclairée, conquérante, avec une organisation méthodique. Seulement, il attend patiemment l'heure de Dieu. De sa Congrégation primitive sortiront avec le temps d'abord en 1816, les *Filles de Marie* dont la première supérieure, à Agen, sera M^me^ de Tranquelléon, puis, en 1817, le 2 octobre, une Congrégation religieuse d'hommes : *La Société de Marie* qu'on appellera aussi les *Marianistes*. Le premier membre du nouvel Institut avait été Jean-Baptiste Lalanne, qui depuis l'âge de 12 ans, fréquentait le groupe de piété de Chaminade. A l'âge de 22 ans, le 1er mai 1817, il était venu, le cœur battant, frapper à la porte du P. Chaminade, pour mettre à sa disposition sa vie entière.

— « C'est ce que j'attendais depuis longtemps, avait répondu simplement, le père... Dieu soit béni ! sa volonté se manifeste et le moment est venu de mettre à exécution le dessein que je poursuis depuis vingt ans qu'il me l'a inspiré ! »

Vingt ans ! Voilà ce qui s'appelle « une longue patience », et l'on sait que Buffon définissait ainsi le génie ! [6]

Si on lui avait demandé cependant le secret de sa réussite, il aurait assurément répondu : « Il faut en remercier Notre-Dame ». C'est à elle, en effet, qu'il a confié son œuvre, c'est par elle qu'il demande toutes les grâces, à elle qu'il reporte tout honneur. Il sait bien que Notre-Seigneur est l'unique Médiateur, mais il croit aussi que Marie, associée à l'Incarnation du Verbe, est inséparable de son Jésus et que toutes les grâces passent par elle !

Grande et belle figure d'ancienne France, persévérant jusqu'au cœur du siècle nouveau, le P. Chaminade méritait bien que nous célébrions le centenaire de sa mort !

[6] C'est du moins ainsi que l'on cite ordinairement Buffon, mais il a dit exactement : « Le génie n'est qu'une longue aptitude à la patience ».

IX

A plusieurs reprises, parlant ici même des découvertes récentes dans le domaine de la physique, nous avons signalé le grand changement qui s'est produit dans le concept de *loi scientifique*.

Il y a cinquante ans, dominait encore le principe du déterminisme absolu et inviolable des lois de la nature. Le scientisme osait même dresser ce déterminisme contre la religion révélée et démontrer par lui l'impossibilité, voire l'absurdité du miracle. Renan écrivait dans son ouvrage célèbre *l'Avenir de la Science :*

« La formation des différents systèmes planétaires et leur conservation, l'apparition des êtres organisés et de la vie, celle de l'homme et de la conscience, les premiers faits de l'humanité ne furent que le développement d'un ensemble de lois physiques et psychologiques, posées une fois pour toutes, sans que jamais l'agent supérieur, qui moule son action dans ces lois, ait interposé une volonté spécialement intentionnelle dans le mécanisme des choses. Sans doute, tout est fait par la cause première, mais la cause première n'agit pas par des motifs partiels, par des volontés particulières, comme disait Malebranche » [7].

Plus hardis, d'autres voyaient dans les lois de la nature elle-même, la source éternelle, immuable, fatale, inexorable, de tout ce qui est, en d'autres termes confondaient ces lois avec la Cause première avec Dieu. Et la doctrine communiste du matérialisme dialectique, doctrine excluant Dieu, n'est rien d'autre que l'application du déterminisme de la nature.

Mais depuis que les savants ont appris à connaître l'atome, à regarder ce qui s'y passe, ils ont tiré cette conclusion que ce n'est pas le déterminisme, en sorte que les lois de la nature n'ont plus qu'une valeur *statistique*. Elles indiquent ce qui a le plus de chance d'arriver et non ce qui arrivera nécessairement.

Que devient, en face de cette nouvelle position, la notion de miracle ? Voilà ce que se demande dans la *Civiltà cattolica* du 7 octobre 1950, le P. Selvaggi, sous le titre suivant : « *Les lois statistiques et le miracle* ».

Il rappelle d'abord les étapes successives qui aboutirent à la conception nouvelle de loi scientifique. Puis il ajoute que, devant les faits nouveaux, il y a deux positions possibles. Selon les uns, que l'on pourrait appeler les conservateurs, l'indéterminisme actuel n'est qu'une phase transitoire de la théorie scientifique. Il traduit notre impuissance à rendre raison des faits. La formulation des lois statistiques serait donc due à notre ignorance des données expérimentales complètes. De nouvelles découvertes nous feront revenir au déterminisme, qui, seul, est intelligible pour notre raison car nous ne pouvons admettre ni un désordre dans la nature, ni une *liberté* de choix dans les éléments de l'atome. On ne voit pas les neutrons *délibérant* à la façon d'un être conscient et intelligent, sur le chemin qu'ils vont prendre.

D'autres cependant, que l'on peut appeler les progressistes, estiment que la physique moderne exige un changement radical de notre mentalité.

[7] *L'Avenir de la Science*, rédigé en 1848, publié en 1890, page 169.

Selon eux, il n'y a aucune raison de soutenir l'existence du déterminisme et de la causalité fatale dans le monde infra-atomique et dans les phénomènes élémentaires. Il en est même qui vont jusqu'à dire que « les lois modernes de la mécanique ondulatoire excluent positivement, dans le monde infra-atomique, l'existence d'un déterminisme sous-jacent, dû à des variables inconnues ». Mais comme les lois du monde macroscopique dépendent de celles du monde infra - atomique, puisque ce monde n'est que la résultante globale de l'action de milliards de milliards d'atomes, il s'ensuit que toutes nos lois physiques ne peuvent être que des lois statistiques, elles aussi, indiquant des moyennes et des probabilités voisines de la certitude, pour nous, mais nullement un déterminisme rigoureux.

Il ne saurait être question de discuter ici cette opinion, ni de choisir entre le déterminisme, qui ne nous empêchait nullement de croire au miracle, et l'indéterminisme, qui, pris absolument, exclurait le miracle, tel que nous le comprenons, puisque les lois de la nature ne seraient plus rigoureuses et qu'il n'y aurait plus dès lors à se passer d'elles pour faire un miracle. Mais il nous faut voir ce que devient précisément notre doctrine du miracle, dans l'hypothèse indéterministe.

Constatons d'abord que, même si les lois sont purement statistiques, les faits dits miraculeux resteraient des faits extrêmement rares, parce que peu probables. Le problème a été étudié déjà dans *Razon y Fe*, la grande revue espagnole, par le P. R. Puigrefagut, en 1941, puis par le P. V. Marcozzi, sous le titre *Le Problème de Dieu et les sciences* (1 vol., Brescia, 1949), enfin, plus récemment encore par le P. J. Echarri, dans la revue *Pensiamento*, en 1949.

Ce dernier distingue deux sortes de miracles : le miracle thaumaturgique, et le miracle non-thaumaturgique. Le premier est un fait extraordinaire, produit en dehors de lois de la nature, telles que nous les connaissons, mais à l'avance indiqué, annoncé, provoqué et réalisé, par la volonté d'un thaumaturge. Il est donc lié à une volonté libre, et il a un but démonstratif nettement indiqué et proclamé. C'est ce qui apparaît nettement dans tous les miracles de l'Evangile.

— « Seigneur, si vous le voulez, vous pouvez me guérir », implore le lépreux.

— « Je le veux, sois guéri ! »

— « Afin que vous sachiez que le Fils de l'Homme a le pouvoir de remettre les péchés ! » Et Jésus guérit le paralytique.

— « Père, je te rends grâce de ce que tu m'as exaucé. Je savais bien que tu m'exauces toujours, mais je dis cela à cause du peuple qui m'entoure, afin qu'ils croient que tu m'as envoyé ! » Et Jésus s'écrie : « Lazare, viens dehors ! »

Tel est surtout le miracle des miracles, celui de la résurrection du Christ, annoncé à plusieurs reprises, et destiné à servir de base à la foi chrétienne. Il en est de même — toutes proportions gardées — de faits miraculeux obtenus à Lourdes ou à Fatima, à la suite d'un appel direct à Notre-Seigneur et à la Vierge ! Dans tous ces cas, le miracle est attendu, annoncé d'avance, en sorte qu'il répond à une intention. Et il est clair que la coïncidence entre cette intention et la possibilité infinitésimale d'un fait échappant aux lois statistiques, est elle-même pratiquement invraisemblable.

Examinons en effet le cas d'un fait extraordinaire et miraculeux mais non-thaumaturgique. Un tel fait, on l'a vu, ne peut être que très rare. Le fait d'un ressuscité notamment demeure pratiquement si invraisemblable, que le mot impossible ne saurait être esquivé ! Mais un tel fait, même s'il se produisait, n'aurait plus aucune signification, parce qu'il se présenterait sans liaison avec aucune intention, aucune volonté thaumaturgique, aucune démonstration apologétique.

Conclusion :

« Dans un monde qui ne serait soumis à aucune loi déterministe, le miracle non-thaumaturgique perd toute valeur spirituelle ou du moins se ramène à une possibilité vague et toute théorique. Par contre, le miracle thaumaturgique et par suite le miracle apologétique et chrétien, conserve tout son prix en tant qu'intervention de la Cause première et que signe de la révélation divine. »

X

Note. — Dans l'*Ami* du 20 juillet dernier, j'essayais de répondre à la question posée par un de nos lecteurs à propos du mariage du duc de Berry avec Anny Brown. Cette réponse a provoqué toute une correspondance, dans laquelle les thèses les plus opposées sont soutenues, avec des arguments plus ou moins efficaces. Mais j'ai appris en même temps que cette controverse, une première fois tranchée par décision de tribunal, se trouvait actuellement soumise à une nouvelle instance. Il serait donc, de la part de l'*Ami*, tout à fait déplacé de prétendre dirimer la discussion, avant que les autorités judiciaires, en possession du dossier complet de l'affaire où des intérêts très respectables sont en cause, se soient de nouvau prononcées.

L. Cristiani.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Dom HUERRE, O. S. B. — **Jean-Baptiste Muard, fondateur de la Pierre-qui-Vire.** Préface d'E. Gilson, de l'Académie française. — In-8 de 408 p. — Abbaye de la Pierre-qui-Vire (Yonne).

Sans prétendre anticiper sur le jugement de l'Eglise, le lecteur de cette biographie se persuade aisément que le P. Muard a effectivement réalisé l'idéal entrevu par lui : être une des âmes que Notre-Seigneur aime le mieux et dont il veut être le mieux aimé sur terre. Par plus d'un trait il s'apparente au saint Curé d'Ars, son contemporain et son conseiller. Les traits de vertu héroïque abondent dans sa courte vie. Des faits d'ordre mystique dont l'authenticité semble bien établie attestent les prévenances divines dont il fut l'objet et les dons charismatiques ne lui furent pas étrangers. Un procès informatif diocésain de béatification déjà réalisé est la preuve de la réputation de sainteté qu'il a laissée.

On discerne nettement chez lui une double vocation : l'une à la sainteté par les voies ordinaires, particulièrement par la pauvreté, l'humilité et la mortification, et à celle-là il répondra toujours sans faiblir ; l'autre à une certaine forme d'activité extérieure. Sur ce point sa conduite trahit une certaine hésitation. Soucieux d'être obéissant à la volonté divine, il ne cesse d'en

épier les manifestations, priant, réfléchissant, consultant, tantôt allant de l'avant et tantôt s'arrêtant, passant d'une œuvre à l'autre selon qu'il croit discerner un ordre d'En-haut. De bonne heure, il a conçu un vif attrait pour les missions. Il prend pour modèle S. François Régis. Placé après son ordination sacerdotale à la tête d'une paroisse, il ne s'estime pas à sa vraie place. Il demande à être chargé de prédications dans le diocèse de Sens. Pour toute réponse, il est nommé curé d'une importante paroisse d'Avallon. Il n'y reste qu'un an et demi. Il finit par devenir fondateur et supérieur de la maison de missionnaires diocésains de Pontigny. Là encore il ne fait qu'un court passage. Il comprend que la prière et la pénitence assurent seules le succès de la prédication. Il rêve d'un Institut où ces trois occupations seraient menées de front. Après bien des péripéties, il finit par adopter une forme de vie bénédictine analogue à celle des Trappistes, mais à laquelle s'ajoute l'apostolat missionnaire. L'abbaye de la Pierre-qui-Vire est alors fondée, mais il n'en verra que le début. Il meurt en effet à quarante-cinq ans, prématurément épuisé par le travail et les austérités.

Plus qu'une biographie proprement dite, ce livre est l'histoire d'une âme. Les détails historiques, presque plus nombreux sur l'époque du P. Muard que sur son existence quotidienne, n'y sont retenus que pour situer le prêtre et le moine dans sa recherche de Dieu. Elle ne fait donc pas double emploi avec les ouvrages antérieurs consacrés au serviteur de Dieu, mais projette un jour nouveau, et singulièrement captivant, sur cette noble figure qui constitue l'un des plus beaux titres de gloire du clergé français du XIX^e siècle.

M.-A. MONTET. — Avec joie et d'un grand cœur. Mère Duchemin et l'Institut de l'éducation chrétienne. — In-8 carré de 156 p. avec photographies hors-texte. — Ed. Alsatia, Paris.

L'Institut de l'Education chrétienne est l'une des nombreuses congrégations de religieuses enseignantes qui furent fondées en France sous la Restauration, en vue de l'éducation des filles alors totalement négligée par les pouvoirs publics. Il avait pris naissance en Normandie, grâce à l'impulsion d'un curé zélé. Il se trouvait en plein essor lorsqu'en 1880 y entra, en qualité de postulante, la jeune Alphonsine Duchemin, qui lui devait déjà sa formation d'écolière. La persécution l'obligea à se transplanter à l'étranger : ce fut son salut. Aujourd'hui il compte des maisons en France, au Maroc, en Angleterre, aux Etats-Unis.

Le récit abrégé des quarante-sept années de vie religieuse de Mère Duchemin se mêle en ce livre à l'histoire de sa famille religieuse. Tous deux sont d'ailleurs étroitement liés, car Mère D. connut l'exil et occupa longtemps la charge de maîtresse des novices. On admirera en elle une éducatrice avisée, une âme de foi profonde, un cœur fort mais compatissant. Don total et fervent d'où rayonne le véritable bonheur, simplicité qui favorise l'équilibre et s'exprime en sincère cordialité, tel est l'idéal qu'elle a su magnifiquement réaliser.

Camille TISSOT. — Vie du Bx E. Théodore Cuénot. — In-16 de 196 p., 130 fr. — Paris, Séminaire des Missions Etrangères, 1950.

Caractère original, volonté de fer, franchise brutale, tel nous apparaît Th. Cuénot dans sa jeunesse. Missionnaire dans l'âme, il n'est heureux que quand il peut entrer au Séminaire de la rue du Bac, en 1827. Six mois après, il part pour la « Cochinchine » où il deviendra évêque en 1834 et où il passera 26 ans en pleine persécution, faisant preuve de rares qualités de chef : esprit surnaturel et apostolique intense, bon sens, don de l'organisation, bonté réelle unie à une énergie parfois excessive. Il mourra d'épuisement dans sa prison, peut-être empoisonné, en 1861. Trois mois après, quand la rage des persécuteurs déterrera son cadavre pour le jeter au fleuve, les exécutants, au lieu de le trouver en putréfaction dans cette fosse humide, le verront aussi frais que s'il venait d'être enterré. Il fut béatifié en 1909.

La vie du martyr nous est racontée dans une biographie populaire, où il n'y a pas de références, et où l'auteur n'hésite pas à expliquer, à comparer avec notre époque, les événements qu'il relate. Mais tout cela est écrit si naturellement qu'on le lit avec intérêt. De même les lettres du missionnaire sont longuement citées, mais cela encore ne déplaît pas : un homme de la trempe du héros n'est jamais banal. Tous ceux qui s'intéressent à l'Indochine et aux Missions liront ce livre avec profit.

R. P. Jérôme SZALAY. — Le Cardinal Mindszenty. — In-12 de 224 p., 250 fr. — Paris, Mission Catholique Hongroise, 16, rue Greuze, 1950.

Ce livre n'est pas précisément un livre d'histoire. C'est une apologie jaillissant d'une âme écœurée par la conduite des communistes russes et hongrois à l'égard du Primat de Hongrie et de ses fidèles. L'auteur, dans son indignation, accumule les faits et les citations de toutes sortes pour stigmatiser les communistes, prouver l'innocence du Cardinal à tout point de vue et le montrer partout sur la brèche à la défense du catholicisme et du droit. De justes critiques sont faites aussi aux gouvernements occidentaux qui n'ont pas protégé les Etats satellites contre la rapacité russe.

Tous ceux qui connaissent les procédés communistes sont acquis d'avance à cette plaidoirie. Ceux qui les ignorent ou les approuvent seraient sûrement plus facilement ébranlés dans leurs convictions par un ton moins passionné.

Abbé BERTHELEMY. — Vision chrétienne de l'homme et de l'univers. — In-12 de 290 p. — Les Editions de « L'Ecole », 11, rue de Sèvres, Paris-VI^e.

Ce volume achève la collection « Enseignement religieux du secondaire », publiée sous la direction de M. le chanoine Boyer, et qui va de la cinquième à la philosophie inclusivement, offrant ainsi un manuel où les matières traitées sont conformes au programme fixé et aux données traditionnelles de la doctrine religieuse, mais avec une présentation adaptée à la mentalité moderne, cherchant sans doute à convaincre la raison, mais sans renoncer pour autant à émouvoir la sensibilité par des descriptions et des textes particulièrement suggestifs empruntés aux auteurs les plus variés.

Nous trouvons ici, comme de coutume pour la classe de philosophie, une apologétique bien construite. Les preuves de l'existence de Dieu, la possibilité et la nécessité de la Révélation, la discernibilité du miracle, les titres de créance que possède l'Eglise catholique aux yeux des hommes y sont exposés. Mais ils rentrent dans un cadre plus vaste : « Ce que nos contemporains et nous-mêmes demandons avant tout à une doctrine philosophique ou religieuse, dit l'auteur, c'est d'apporter une notion satisfaisante de l'homme... Le christianisme, s'il veut avoir l'audience de l'âme moderne, se doit donc d'être un humanisme » (p. 10). Le but fondamental de l'ouvrage a ainsi été de montrer que dans le christianisme intégral seul se vérifie le véritable humanisme. C'est donc l'homme qui occupe le centre de cette étude, l'homme avec son besoin de religion, même quand il se prétend athée, l'homme que ne saurait satisfaire un vague déisme, qui aspire à se dépasser, à s'unir à la vérité et au bien infinis, qui cherche à résoudre les énigmes posées par l'existence du monde actuel. De là l'ordre des chapitres, qui conduisent par un enchaînement logique jusqu'au christianisme, où